

## > Atelier 4

# Différences sociales et participation

## En quelques tweets

**#osezparticiper** Il faut éviter la lourdeur des processus participatifs.  
Et si on se saisissait plutôt des espaces informels?

**#osezparticiper** Quand on identifie des savoir-faire, on aime bien s'appuyer dessus.

**#osezparticiper** Sans le temps, la participation est artificielle.

**#osezparticiper** On doit remettre la relation humaine au cœur de la démarche participative.

**#osezparticiper** Il faut promouvoir l'expression à la base.

**#osezparticiper** Le rêve permet de lever l'autocensure, de libérer la parole.

**#osezparticiper** Les règles du jeu doivent être transparentes.

**#osezparticiper** Il faut qu'il y ait une trace de la parole du citoyen dans les décisions prises.

**#osezparticiper** On doit pouvoir toucher du doigt le résultat de la participation!

**@Marie Tonel,**

sociologue spécialisée en politiques urbaines  
et animatrice de dispositifs participatifs

## > Atelier animé par

**Cheikh Sow** (Clap Sud-Ouest)

et **Nathalie Petoux** (C2D de l'agglomération bordelaise)



## Enjeux du débat

Les démarches participatives offrent-elles une place pour tous, quel que soit l'âge, le genre, l'origine géographique ou sociale, le niveau d'alphabétisation... ? Comment mettre en place des démarches participatives inclusives ?

Il est souvent reproché aux démarches participatives de mobiliser toujours les mêmes types de participants : individus de plus de 50 ans, diplômés ou militants associatifs, engagés d'une façon ou d'une autre dans la vie de la cité. A contrario, des catégories entières de la population semblent exclues, à tout le moins absentes des dispositifs de participation.

Comment la démocratie participative peut-elle intégrer la diversité, les particularismes locaux, l'altérité, les identités multiples, les appartenances culturelles plurielles ? Les démarches invitant le citoyen à participer, qu'elles soient institutionnelles ou issues du terrain, sont-elles accessibles à tous : jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, minorités ethniques ou culturelles, précaires et « sans voix », personnes en situation de handicaps... ? Peut-on participer de la même manière avec l'ensemble des publics ? Jusqu'à quel point et comment tenir compte des différences ? Doit-on développer des démarches permettant de prendre en compte les expériences et appartenances personnelles pour favoriser la participation de tous ?

Le but de l'atelier était d'identifier ce qui, au-delà des inhibitions personnelles ou du simple refus de participer, pouvait freiner ou motiver la participation des publics, d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient. Il s'agissait notamment de voir quels sont les dispositifs qui permettent de dépasser les barrières et clivages socioculturels (barrière de l'écrit par exemple) ? **Elisabeth Hofmann** (maître de conférences à l'Institut d'Aménagement de Tourisme et d'Urbanisme (IATU/STC) de l'Université Bordeaux 3) y a analysé la manière dont les démarches dites inclusives ont permis de dépasser les écueils de l'interculturalité ou les problématiques de genre. **Patrick Bodart** (créateur de l'association Periferia qui cherche à « rendre au collectif son rôle dans la société d'aujourd'hui ») a raconté comment, en Belgique, une association de soutien aux plus démunis s'est nourrie d'expériences sud américaines pour mobiliser des publics a priori désocialisés. **Claire Robillard**, maire de Palaiseau et vice-présidente du Conseil général de l'Essonne, a apporté son témoignage sur la question.

Au final, les démarches et dispositifs participatifs peuvent-ils eux aussi, à l'instar d'autres expériences collectives - sport, culture, politique... - devenir des vecteurs d'intégration sociale, oeuvrer au « vivre ensemble » ?



## Pistes issues de l'atelier

### > Les freins

- L'oubli du plaisir de vivre ensemble.
- Le repli sur soi.
- Le manque de disponibilité des gens.
- L'autocensure. Ne pas s'autoriser à s'intéresser à la chose publique car ce n'est pas perçu comme une priorité.
- L'appréhension des personnes âgées : faire le trajet de nuit (horaires tardifs), ne pas avoir de repères familiers. Le sentiment d'être vulnérable.
- L'appréhension des femmes de recevoir à domicile des enquêteurs de sexe masculin. Le sentiment d'être vulnérable.
- Le rejet du politique.
- Le sentiment de délaissement vis-à-vis du politique.
- La crainte que sa parole ne soit pas prise en compte.
- Le manque de volonté politique et/ou conviction politique.
- Le manque de moyens financiers investis dans les démarches participatives. Les moyens alloués ne permettent pas de faire un travail qualitatif d'immersion auprès de la population pour mieux comprendre ses besoins.
- L'absence de réflexion sur la participation des publics traditionnellement absents.
- L'absence de stratégie mise en place à l'encontre des publics absents, à savoir comment les mobiliser?
- L'accès à l'information (ne pas connaître les canaux d'accès).
- Les représentations sociales comme obstacle à la compréhension de l'Autre (les participants) et marqueur de clivage entre « ceux qui savent » et « les profanes ».
- Le jargon professionnel qui accentue l'inégalité des rapports entre experts et habitants
- L'inhibition au niveau de l'expression orale. L'école ne développe pas le sens critique du citoyen (apprendre à formuler son avis, ses opinions, etc.).
- Le manque de clarté sur le niveau l'échelle de la participation auquel le citoyen est associé (échelle Sherry R. Arnstein).
- Le fait de ne pas être associé à la mise en œuvre du projet.
- Le formalisme des dispositifs participatifs (cadre, modalité d'échanges).
- L'ennui éprouvé dans les instances participatives institutionnelles.

## > Les leviers

- La sincérité de la démarche.
- La liberté de prendre ou ne pas prendre la parole.
- Les conditions qui permettent de se sentir en confiance pour s'exprimer.
- L'accessibilité du langage.
- L'aspect ludique du mode de participation.
- Le caractère innovant et créatif des modes de participation.
- L'envie de participer à une action collective.
- L'envie de mettre au service du collectif ses propres compétences.
- Le cadre informel des échanges.
- L'intimité.
- La convivialité.
- Le plaisir de vivre ensemble.
- Le lien social.
- L'adaptation des actions collectives aux différents rythmes de vie et les disponibilités.
- Le temps consacré à la démarche. Le temps est un gage de sincérité et de qualité de la démarche.
- Prendre le temps d'aller à la rencontre des personnes, de mieux les connaître, de les écouter.
- Les moyens financiers.
- La médiation entre instances institutionnelles et espaces informels.
- L'indépendance des acteurs chargés d'animer la participation.
- L'accompagnement personnalisé des personnes peu habituées à se rendre d'elles-mêmes dans les instances participatives.
- Le rêve comme outil facilitateur de l'expression de tous.
- L'invitation au rêve, pouvoir rêver son quartier autrement.
- Rêver produit du collectif.
- Rêver lève l'autocensure.
- La couverture des besoins primaires (santé, salubrité du logement) comme condition à la participation citoyenne.
- L'éducation populaire comme levier de conscientisation.
- La transparence des objectifs.
- La transparence du traitement de la parole récoltée.
- La transparence de la décision politique (choix, arbitrages).
- La qualité de l'animation (connaissance des enjeux locaux, connaissance des publics).
- L'élaboration conjointe des règles.

## > Les propositions

- Penser la participation non pas comme un objectif ultime mais comme un outil pour recréer du lien social.
- Restaurer la convivialité.
- Remettre la relation humaine au cœur de la démarche participative.
- Susciter le désir de vivre ensemble.
- Consacrer du temps à la concertation sans quoi elle est artificielle.
- Créer les conditions pour mettre à l'aise les personnes qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer.
- Connaître l'histoire des personnes qui habitent le quartier pour tisser ce que l'on veut faire ensemble.
- Rompre avec les mécanismes de la participation traditionnelle.
- Bousculer la routine, casser les repères pour générer du débat.
- Diversifier les modes de participation (balades, repas). Sortir de la réunion publique classique
- Organiser la convivialité.
- Développer la créativité des modes de participation.
- Multiplier les formes de rencontres.
- Aller vers les gens.
- Encourager la spontanéité de la prise de parole.
- Ne pas réduire la participation au débat public. Permettre que les choses se fassent sans nécessairement passer par le débat.
- Construire des choses ensemble que les institutions n'auraient pas imaginées en recourant aux budgets participatifs.
- Valoriser et mobiliser les compétences et savoir-faire des habitants en les impliquant dans un projet collectif.
- Replacer le débat dans l'espace public.
- Ne pas chercher à formaliser les échanges.
- Donner la possibilité aux gens de s'exprimer librement, sans contrainte.
- Penser des lieux différents, moins formels, plus vivants.
- Développer la médiation entre instances institutionnelles et espaces informels en prenant en compte les risques induits par l'institutionnalisation des initiatives (perte d'autonomie, perte d'énergie, perte de vitalité du mouvement).
- Donner le temps à la concertation dans toutes ses phases.
- Permettre la formation des habitants soit l'acquisition d'une expertise.
- Rendre accessible le savoir.

- Proposer des ateliers de sensibilisation à la participation (C2D).
- Renforcer la conscience citoyenne dès l'école.
- Réhabiliter l'éducation populaire.
- Questionner sa propre compétence d'animateur de dispositifs participatifs. Apprendre à appréhender l'altérité.
- Rendre accessible le langage. Vulgariser sans gommer la complexité des propos.
- Laisser la place au conflit.
- Concevoir des typologies d'actions suffisamment diverses pour capter toutes les formes d'attentions (brèves, longues).
- Prendre en compte les rythmes de vie, les temporalités dans une journée de façon à toucher tous les publics.
- Développer des stratégies ludiques et détournées pour capter l'attention des habitants d'un quartier et in fine les impliquer.
- Oser être percutant, attirer l'attention.
- Susciter le désir de faire ensemble.
- Utiliser le bouche à oreille pour mobiliser les habitants.
- Multiplier les vecteurs de communication.
- Faire du harcèlement sympathique, aller chercher les gens dans les quartiers.
- Résoudre les problèmes du quotidien avant d'amener les gens à se projeter, à rêver autrement leur quartier.
- Susciter le rêve pour produire du collectif.
- Rendre transparent et justifier les arbitrages et orientations pris. Les participants veulent savoir comment leur parole a été traitée.
- Rendre des comptes, restituer aux habitants. Il faut qu'ils sachent à quoi a servi la concertation
- Avoir le retour sur investissement.
- Toucher du doigt le résultat de la participation.
- Construire avec.
- Rendre transparent les obligations légales de concertation publique.
- Créer des outils d'observation de la vie politique, des instances de contrôle du politique.